

LE GRAND AIR DU « DÉCLIN »

Il y a des anniversaires qu'il faut fêter avec une certaine conviction. Le 1^{er} janvier 2002, plus de 300 millions d'Européens découvraient enfin les billets et les pièces introduites dans douze États de l'Union européenne. Dix ans plus tard, près de 330 millions de citoyens, Maltais et Chypriotes, Portugais et Finlandais, Slovaques et Estoniens, pour n'évoquer que ces derniers, utilisent cette devise, sans toujours se rendre compte du chemin parcouru depuis l'échec de la Communauté Européenne de Défense (CED). Oui, ce fut un dur combat pour parvenir à la signature du traité créant l'Euratom et le Marché commun, et les difficultés rencontrées alors n'étaient pas moindres que celles que nous rencontrons aujourd'hui. La peur d'ouvrir les frontières, la place singulière de l'agriculture, la nécessaire élaboration de politiques communes, « effrayantes » pour certains, et la crise monétaire et financière de notre pays rendaient l'opération pour le moins complexe. Mais la vaillance d'un Adenauer et d'un Walter Hallstein, la volonté d'un Maurice Faure et la pugnacité d'un Spaak permettront de venir à bout des difficultés et des craintes. 25 mai 1957: un symbole plus qu'une date. Une ville Rome, un symbole plus qu'un lieu. « *Six peuples, une famille, pour le bien de tous* » pouvait-on lire sur les murs de la Ville éternelle. Malheureusement, le souvenir de ces années s'est estompé. Peut-être faudrait-il en souligner davantage l'éclat et les succès. La confiance, cette hormone du développement, s'en trouverait revigorée.

I. L'EUROPE, UNE AFFAIRE DE VOLONTÉ

Bref, s'agissant de l'Europe, cessons de « siffloter » le grand air du déclin, sauf à vouloir copier à tout prix le fameux apophtegme du héros d'Au vau-l'eau⁽¹⁾ Folantin: « *Seul le pire arrive* ». Et pourtant, à y regarder de près, la colonne crédit s'est notablement étoffée L'Union a depuis le lancement de l'euro scriptural, connu une stabilité des prix sans précédent. L'Insee rappelle « *qu'entre 2001 et 2010*

le prix de la dépense de consommation des ménages a augmenté en moyenne de 1,6 % par an, soit à peine plus qu'entre 1991 et 2001 où il avait progressé de 1,3 % ». Malheureusement, l'euro, les institutions de l'Union et l'Europe sont devenus des points de cristallisation de l'angoisse des citoyens du Vieux Continent. En outre, dans la plupart des pays, l'inflation mesurée n'est pas l'inflation perçue, car on achète plus couramment une baguette qu'une automobile ou qu'un écran plat. Comme la première a plus augmenté que les seconds, l'impression est trompeuse. Le même constat pourrait être fait, concernant le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages qui a progressé dans la même période décennale, dans des proportions similaires aux dix années antérieures.

Faut-il également oublier l'essor du marché unique, la place plus importante de l'Europe dans les négociations internationales, la suppression des risques de change et l'intégration du marché financier pour les entreprises, la baisse des coûts d'emprunt immobilier pour les ménages, un euro coupable de tous les maux, mais dont il faut rappeler qu'il est aujourd'hui devenu la seconde monnaie de réserve du monde après le dollar, une Allemagne plus forte, grande gagnante de l'euro, bien que contributrice nette des fonds de solidarité européens? Ceux que le déclin fascine, qui comptent leurs pas vers les cryptes, vous diront qu'il est impensable d'espérer un avenir européen. Mais l'impensable a déjà été vécu. Nous ne le savons plus comme nous ne savons plus, que l'Europe recèle en son for intérieur autant de forces et de belles ambitions. Oui, nous pouvons espérer mieux que de glisser de temps à autre nos petites histoires sous la porte de la grande! Oui, il faut se dire que le pire est peut-être passé, malgré une gouvernance embryonnaire, le manque de leadership, les dissensions entre les capitales et les batailles institutionnelles.

Nous avons su, en plein milieu d'une tempête qui n'est pas terminée, garder le cap, rappeler les Britanniques à l'ordre, toujours prompts à freiner l'intégration de la zone, renforcer la discipline

⁽¹⁾ Joris-Karl Huysmans

budgétaire, contrepartie aux efforts inédits de solidarité acceptés par les pays les plus solides, et consolider le pilotage d'un gouvernement économique plus ramassé et donc, plus efficace. À cet égard, la création d'un poste de ministre européen des finances, chargé de superviser les politiques budgétaires, paraît indispensable.

Pour autant, tout n'est pas réglé et de grandes zones d'ombres subsistent, notamment en ce qui concerne la gouvernance. C'est dire qu'il faut se montrer pédagogue, car les peuples inquiets ont besoin d'imaginer un destin collectif, de rêver. Mais les termes du discours savant rebutent plus qu'ils ne rassurent. L'Europe donne l'impression d'être aux mains de quelques spécialistes dont les propos abscons ne laissent rien présager de bon : de la sueur et des larmes. Or, elle est bien autre chose : un esprit, un héritage culturel commun, une parole, un humanisme. Il est d'autant plus urgent de le faire savoir que l'environnement économique et social n'est guère réjouissant. Le FMI juge que « *l'année ne va pas être très facile en Europe* », Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne évoque désormais « *l'inévitable contraction de la zone* », et la Chancelière Allemande affirme que « *La crise de confiance est un processus qui ne durera pas des semaines, pas des mois, mais des années* ». Bref, quand on fait une moyenne de ce qui se raconte dans les meilleures antichambres du pouvoir, on peut raisonnablement se dire que l'oxymore est de saison : soit une « récession douce », soit une « croissance molle ». Peu de croissance, déficits abyssaux, raréfaction du crédit, moral des ménages en berne. Sombre tableau qui ébranle, notamment en France, les fondements d'un modèle social épuisé.

II. UNE FRANCE, « ÉPRISE » DE DÉPENSES

Nous n'avons jamais été, et nous ne serons jamais une île. C'est une autre façon de dire qu'il faut nous adapter à la nouvelle donne internationale. On continue à exiger de l'État, tout et son contraire, au nom d'intérêts supérieurs qui se réduisent, quand on regarde attentivement les choses, à quelques intérêts particuliers. La « révolte » des services publics et des syndicats de fonctionnaires ressemble étrangement à la révolte nobiliaire qui précéda la Révolution : peu de concessions, pas de réformes. Son périmètre continue donc à se développer comme une sorte de tâche d'encre sur un linge sans nul résultat puisque l'État, désormais exsangue, est incapable de répondre aux attentes de la société. L'erreur que nous avons toujours commise consiste donc à penser que la réduction de notre gigantesque dette est impossible puisqu'elle risque de provoquer une véritable dislocation sociale. Dislocation

qui nous interdirait toute possibilité de réforme véritable. Rappelons à tous ceux qui feignent de l'oublier, qu'au sein de l'OCDE, les dépenses de l'État-providence, qui représentaient en 1980, 15,6 % en moyenne du Produit Intérieur Brut (PIB) de ses 34 membres, atteignent aujourd'hui plus de 22 % du PIB. Et notre cher pays consacre... 30 % du sien à ses dépenses ! figurant ainsi en tête du palmarès. Rien ne serait donc possible ? Nul effort supplémentaire ? Nulle réforme ? Ce qui est fait serait donc suffisant ? Comme le souligne l'économiste Jean-Marc Daniel, la réforme des systèmes sociaux n'est pas toujours synonyme de régression sociale. La Suède, il le rappelle fort opportunément, après une grave crise économique - entre 1991 et 1994 - a réduit drastiquement ses dépenses publiques, lesquelles passèrent de 67 % du PIB en 1994 à 53 % en 1999 ! Et pourtant, aucune explosion ne s'est produite, aucune dislocation sociale, aucun reniement non plus quant aux grandes orientations politiques. En fait, le gouvernement a trouvé les mots pour sensibiliser citoyens et syndicats à l'urgence de la situation, et les moyens surtout d'optimiser le fonctionnement de l'État. Ce que les Suédois ont fait, pourquoi ne le ferions-nous pas ? Il faut bien reconnaître que la classe politique hexagonale ne s'est pas toujours singularisée par son empressement à réduire la dépense par des mesures d'économies appropriées. Bien sûr, il faut se féliciter de la tendance à la baisse, visible aussi bien dans l'ultime budget du quinquennat que dans le dernier collectif de 2011, mais soyons clairs, la nécessaire politique de rigueur se traduit davantage par des hausses de prélèvements que par des « économies de dépenses ». Le fameux plan Fillon du 24 août - pour ne parler que de lui - censé rapporter 11 milliards en 2011, repose à près de 91 % sur des hausses d'impôts pesant majoritairement sur les ménages et seulement 9 % sur les réductions de dépenses ! L'État sait toujours aussi bien se défendre dès qu'il s'agit de limiter la voilure de ses vaisseaux et ses hommes d'équipage sont toujours aussi doués pour « inventer » de nouveaux impôts, plutôt que de tailler dans ses dépenses d'accastillage.

Le Chef de l'État a décidé de faire de l'emploi la dernière priorité de son quinquennat. On le comprend car priver l'homme d'un travail, c'est le priver d'espoir et de dignité. Pour le développer cet emploi, il faut faire preuve d'audace, inventer de nouveaux dispositifs, simplifier ceux qui existent déjà, apporter de la souplesse aux textes en vigueur, permettant ainsi aux entreprises de s'adapter à un environnement économique de plus en plus mouvant. Multiplier les accords compétitivité-emploi qui permettraient de baisser les salaires en échange de maintien dans l'emploi, relancer le chômage partiel, et comprendre que le financement de la protection sociale ne peut plus reposer principalement sur le travail constituant, à cet égard, des pistes prometteuses.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram

75 854 Paris cedex 17

<http://www.uimm.fr>

e-mail: uimm@uimm.fr